



Conseil économique et social

Distr. générale
12 novembre 2012
Français
Original : français

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2013
21-30 janvier et 8 février 2013

**Rapports quadriennaux pour la période 2008-2011
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31
du Conseil économique et social, par les organisations
non gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil**

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Cercle de recherche sur les droits et les devoirs de la personne humaine.	2
2. Réseau malien des journalistes pour la lutte contre la corruption et la pauvreté	3
3. Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires.	4



1. Cercle de recherche sur les droits et les devoirs de la personne humaine

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

Le Cercle de recherche sur les droits et les devoirs de la personne humaine est spécialisé sur les normes internationales complémentaires. Il a été créé au Cameroun en 2000 et est présent au Togo et en Suisse depuis 2009 conformément au droit associatif en vigueur dans ces pays.

Contribution à des activités des Nations Unies

Dans le cadre de son plan stratégique de 2008-2011, l'organisation a ciblé son activité sur le Comité ad hoc du Conseil des droits de l'homme chargé d'élaborer des normes internationales complémentaires établi sur la base des dispositions de la résolution 6/21 du 28 septembre 2007 et de la décision 3/103 du 8 décembre 2006 du Conseil des droits de l'homme. Dans ce cadre précis, l'organisation a organisé un événement parallèle au Palais des Nations à Genève lors de la quinzième session du Conseil des droits de l'homme, à l'issue duquel un document imprimé portant plaidoyer pour l'adoption du projet de déclaration universelle des devoirs fondamentaux de la personne a été présenté aux délégués et distribué gratuitement aux missions permanentes des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales (ONG) basées à Genève.

L'organisation a aussi organisé trois sessions d'un atelier consultatif sur l'avant-projet de code de conduite sur l'exercice de toutes les formes de liberté d'expression, de réunion et d'association au Palais des Nations, respectivement en octobre et novembre 2010. Ces consultations ont abouti à la production de 200 exemplaires imprimés de la Revue de la situation de toutes les formes de liberté d'expression, de réunion et d'association dans 144 États Membres des Nations Unies ainsi que la proposition d'un avant-projet de code de conduite sur l'exercice de toutes les formes de liberté d'expression, de réunion et d'association. La Revue a été distribuée gratuitement aux missions permanentes des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, aux organisations internationales et aux ONG basées à Genève.

L'organisation a fourni des contributions à sept études et consultations organisées par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, notamment :

a) Consultations sollicitant les points potentiels importants de la seconde phase du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme en 8 juillet 2009;

b) Participation en décembre 2011 à une enquête en ligne anonyme du Bureau de liaison avec les ONG de l'Office des Nations Unies à Genève. L'organisation a fait remarquer que le taux d'échec des visas d'entrée en Suisse de ses membres était inquiétant tant sur l'aspect financier que sur l'impact de sa relation consultative avec le Conseil économique et social;

c) Enfin, l'organisation a bénéficié d'un appui du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, qui a fourni un important lot de publications à six représentants de l'organisation ainsi que des publications du siège de l'Organisation mondiale de la Santé à la représentation du Togo.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a pris part à 32 sessions du Conseil des droits de l'homme et de ses mécanismes, notamment :

a) Participation à la troisième session du Comité ad hoc chargé d'élaborer des normes internationales complémentaires en novembre 2010, au cours de laquelle les deux productions de l'organisation ont été déposées auprès du secrétariat du Comité, l'une concernant le projet de déclaration universelle des devoirs fondamentaux de la personne et l'autre concernant le projet de code de conduite sur l'exercice de toutes les formes de liberté d'expression, de réunion et d'association;

b) L'organisation a pris part au débat de haut niveau de la session de fond du Conseil économique et social en 2009 et 2011, à la Conférence d'examen de Durban en 2009 et au Sommet mondial sur la société de l'information, tenu à Genève en mai 2010.

Renseignements complémentaires

La possibilité de participer tant humainement, intellectuellement que financièrement aux activités des Nations Unies est restée limitée à cause des difficultés de visas d'entrée et de séjour de ses membres en Suisse. L'organisation forme le vœu que les États Membres examinent le projet de résolution proposé lors de la quinzième session du Conseil des droits de l'homme portant sur la participation de tous les délégués dans les conditions d'égalité aux travaux du Conseil des droits de l'homme.

2. Réseau malien des journalistes pour la lutte contre la corruption et la pauvreté

Statut consultatif spécial : 2004

Contribution à des activités des Nations Unies

a) Organisation annuelle d'une campagne d'information et de sensibilisation sur l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption (conférences, débats, formations des journalistes sur l'appropriation de la Convention, conception et diffusion de sketches sur la corruption, confection d'affiches)

b) Participation aux activités régulières de l'Autorité de régulation des marchés publics et des délégations de service public pour veiller sur la fraude dans les achats publics et préserver les ressources de l'État

c) Participation régulière aux travaux du Conseil économique et social et culturel du Mali sur tous les thèmes relatifs à la vie sociopolitique, économique et culturelle du Mali

d) Le Réseau malien des journalistes pour la lutte contre la corruption et la pauvreté entretient des relations de partenariat avec le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Mali dans le domaine surtout de la formation axée sur le renforcement des capacités des journalistes et de la création des coalitions nationales et internationales pour la lutte contre la corruption et la pauvreté

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Participation à plusieurs conférences organisées par la représentation des Nations Unies à Bamako, à Abidjan, Côte d'Ivoire, et à Ouagadougou sur les sujets de corruption et de lutte contre la pauvreté

3. Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

L'Union internationale des huissiers de justice a été créée en 1952. Elle comprend en 2011 les membres des organisations représentant la profession de 69 pays répartis sur les continents américain, africain, asiatique et européen.

Objectifs

L'Union internationale des huissiers de justice a pour vocation de représenter ses membres auprès des organisations internationales et d'assurer la collaboration avec les organismes professionnels nationaux et la mise en œuvre des traités internationaux. Elle s'efforce de promouvoir les idées, les projets et les initiatives tendant au progrès et à l'élévation du statut indépendant de l'huissier de justice. L'Union participe encore aux actions de structuration des huissiers de justice, notamment par son implication dans la création et le développement d'organisations professionnelles nationales en prévision de leur adhésion à l'Union. Elle participe à des missions d'expertise auprès des gouvernements et des organismes internationaux. Enfin, elle favorise partout où cela est possible la création d'un corps d'huissiers de justice constitué de professionnels, juristes de haut niveau, remplissant la double fonction d'agent chargé de la signification des actes judiciaires et extrajudiciaires et de l'exécution des décisions de justice.

Après avoir créé la Journée mondiale de l'huissier de justice en 2008, l'Union ambitionne de créer, avec les autres professions judiciaires, la Journée mondiale des professions judiciaires. L'objectif visé est notamment de faire inscrire cet événement au rang des journées mondiales des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Soixante-sixième session de l'Assemblée générale
- Soixante et unième conférence annuelle du Département de l'information/ONG à Paris, en septembre 2008

Contribution à des activités des Nations Unies

- Participation d'experts de l'Union en mai 2008 à une mission du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne dans un programme d'aide à l'organisation juridictionnelle en Turquie
 - Vingt-sixième séminaire de formation des huissiers de justice africains organisé par l'Union au Togo (Lomé) en 2008
 - Participation au colloque international d'Alger sur le thème « Promouvoir l'efficacité de l'exécution des décisions de justice pour garantir l'investissement et l'échange commercial »
 - Juin 2008 : la première Journée mondiale de l'huissier de justice organisée par l'Union sur le thème « La justice au quotidien »
 - Mars 2009 : vingt-huitième séminaire de formation des huissiers de justice africains organisé par l'Union à Niamey
 - Juin 2009 : deuxième Journée mondiale de l'huissier de justice organisée par l'Union sur le thème « Justice et enjeux sociaux »
 - Aide financière aux huissiers de justice d'Haïti en 2011, dans l'aide à la reconstruction suite au séisme de janvier 2010
 - Juin 2010 : troisième Journée mondiale de l'huissier de justice organisée par l'Union sur le thème « L'huissier de justice et les modes alternatifs de règlement des litiges »
 - Septembre 2010 : vingt-neuvième séminaire de formation des huissiers de justice africains organisé par l'Union à Pointe Noire (Congo) sur le rôle de l'huissier de justice dans la protection des droits
 - Juin 2011 : quatrième Journée mondiale de l'huissier de justice organisée par l'Union sur le thème « L'huissier de justice et le recouvrement des pensions alimentaires »
-